

Tarif des douanes

M. Brisco: Foutaises!

Mme Copps: Foutaises? Vous ne pensez pas que le Canada est un partenaire commercial juste? Si le député ne croit pas que notre industrie sidérurgique a été juste dans ses transactions commerciales, je l'exhorte à intervenir pour rétablir les faits. S'il se renseigne auprès de toutes les entreprises sidérurgiques, à Hamilton, à Sault Sainte-Marie, à l'Île du Cap-Breton et dans tout le pays, il constatera que le Canada a toujours été considéré comme un partenaire commercial juste avec les États-Unis. Nous n'écoulons pas notre acier à perte. Nous vendons notre acier aux États-Unis à des prix concurrentiels, peut-être plus que tout autre pays au monde.

Si le député a en main des renseignements qui prouvent le contraire, je lui demanderai d'avoir le courage de les déposer à la Chambre. S'il n'en a pas le courage, c'est parce qu'il sait que notre industrie sidérurgique a été concurrentielle.

Comment le Congrès américain nous en a-t-il remerciés? Comment le gouvernement des États-Unis nous en a-t-il remerciés? Nos exportations vers les États-Unis et notre part du marché ont été encore restreintes et si les choses continuent ou s'aggravent, nous risquons de perdre près de 6,000 emplois dans l'industrie sidérurgique au Canada. Pendant ce temps-là, notre premier ministre se met à genoux devant le président américain en lui demandant de bien vouloir participer avec nous à des échanges commerciaux justes et libres dans d'autres secteurs. Il lui demande s'il est disposé à envisager le libre-échange avec nous dans certains autres secteurs non touchés, par exemple, par les justes pratiques commerciales des industries automobile et sidérurgique. Il lui demande s'il consent à s'entretenir avec nous de ces questions.

Le premier ministre du Canada a abattu ses cartes avant même d'avoir joué la première au sujet du libre-échange. Si quelqu'un veut faire une analyse, je pense . . .

M. Brisco: Foutaises!

Mme Copps: Foutaises. Le député s'écrie encore «Foutaises», et j'aimerais bien pouvoir l'identifier, monsieur le Président . . .

M. Brisco: Vous n'avez pas la mémoire assez longue.

Mme Copps: Je n'ai pas la mémoire assez longue? Il est regrettable que nous n'entendions pas beaucoup parler un bon nombre des ministériels, bien qu'ils soient 211. Je ne les ai pas entendus intervenir dans le débat sur les allocations familiales. Je ne les ai pas entendus non plus dans le débat sur les douanes et l'accise, pas plus que dans le débat sur le libre-échange, bien que l'un d'eux soit intervenu pour exprimer son opinion de façon très éloquente pendant la période des questions d'aujourd'hui. S'ils restent silencieux, monsieur le Président, c'est que, comme les surfeurs, ils ont été portés par la vague, ils sont ici pour toucher leur chèque de paie et non pour défendre les intérêts de leurs administrés indépendamment de considérations politiques. C'est le cas de certains d'entre eux, assurément, à l'exception bien sûr du ministre des Pêches qui lui a eu le courage de dire la vérité à la Chambre des communes, et vous avez vu où cela l'a mené. Il a été congédié, sacqué, vidé. Il a été réduit au silence par le premier ministre parce qu'il a eu le courage de dire la vérité sur les responsables du scandale du

thon. Mais que voyons-nous chez les autres députés, sinon le silence, une abjecte démission et l'abattement. Ils n'osent pas tenir tête au premier ministre alors qu'ils savent que toute cette série d'événements ne s'est pas déroulée come on l'a raconté à la Chambre.

Mais revenons au sujet, monsieur le Président. Si le député d'en face possède des données qui peuvent contredire mon analyse de la situation de l'industrie sidérurgique, qu'il les fasse connaître à la Chambre. Le premier ministre a signé une lettre manuscrite qui a été adressée à tous les électeurs de ma circonscription pour leur enjoindre de ne pas voter pour moi mais pour le candidat conservateur parce que ce dernier allait se battre avec lui pour les emplois dans la sidérurgie. On juge l'arbre à ses fruits. Depuis qu'il est devenu premier ministre, le pourcentage des ventes canadiennes de produits sidérurgiques aux États-Unis a diminué de près de 10 p. 100. Pourquoi devrions-nous croire le premier ministre sur parole quand il parle des négociations sur le libre-échange alors qu'il ne peut même pas mettre de l'ordre dans sa propre cour en ce qui a trait aux tendances protectionnistes des États-Unis?

• (1600)

Les résultats sont éloquentes. La diminution de la tranche du marché américain que détient maintenant l'industrie sidérurgique canadienne devrait mettre en garde les députés ministériels, et surtout le premier ministre, qui sont prêts à se lancer tête baissée dans un accord global négocié de libre-échange sans se préoccuper de savoir qui y gagnera et qui y perdra. La question à se poser doit être beaucoup plus vaste, beaucoup plus globale.

Qu'est-il advenu de nos initiatives en Extrême-Orient? Qu'est-il advenu des discussions avec les pays riverains du Pacifique? Qu'est devenue l'idée d'un plan global de stimulation des échanges commerciaux en vertu duquel le Canada et les États-Unis ne s'opposeraient pas au reste du monde quand il s'agit de prendre certaines mesures protectionnistes, mais qui aménagerait une économie globale à long terme permettant à chacune de livrer concurrence sur un pied d'égalité? Au lieu de cela, le premier ministre du Canada, par l'entremise de son cabinet, tente de minimiser les craintes sincères de Canadiens comme le premier ministre David Peterson de l'Ontario. Je tiens à ajouter que le nombre de Canadiens dans ce cas augmente. Plus les gens examinent les conséquences d'un libre-échange accru avec les États-Unis, plus ils ont de craintes.

Il est tout à fait normal de demander au premier ministre et aux ministériels de déposer les renseignements en leur possession. Nous ne voulons pas qu'on embauche les Canadiens au moyen de stratégies de communication qui consistent à ternir la réputation de députés de l'opposition. Nous ne voulons pas que les Canadiens soient entraînés, malgré eux, dans un accord qui pourrait nuire à notre souveraineté économique et culturelle au cours du siècle à venir. Nous voulons que le premier ministre lance un débat public ouvert et complet sur cette question au lieu de tenter de museler l'opposition.